



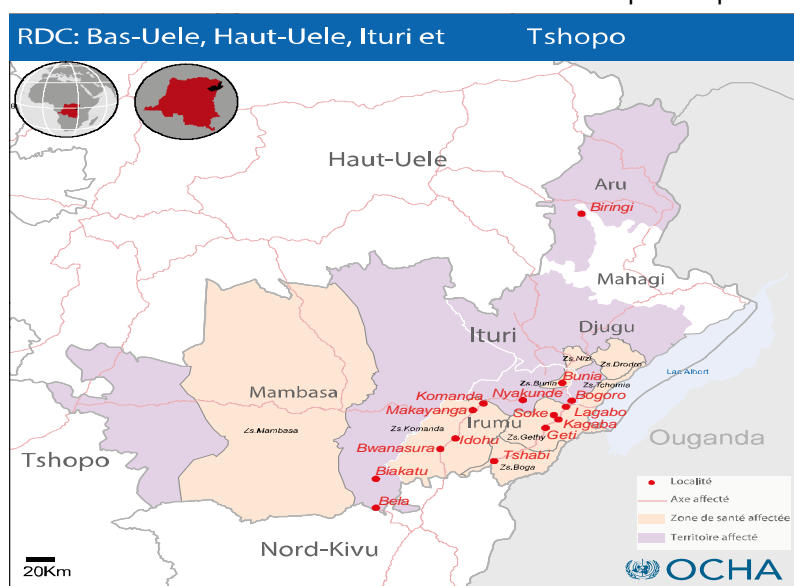
Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 26 octobre au 8 novembre 2017. Le prochain rapport sera publié vers le 22/11/2017.

Faits saillants

- Un conflit foncier entraîne des pertes humaines et des déplacements de personnes.
- PEAR Plus assistera plus de 200 000 personnes dans trois zones de santé.

Aperçu de la situation

Les villages de Sorodo, Masira, Adaba, Pali et Ruzinga Mkubwa, dans la région de Gety en Territoire d'Irumu (Province d'Ituri), sont vidés de leurs populations depuis le 30 octobre dernier, suite au lancement des opérations militaires contre les miliciens de Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). L'armée nationale, appuyée par la



Source : OCHA et Partenaires
Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.
Carte créée le 26 octobre 2017

MONUSCO, a lancé une offensive contre les positions des miliciens alors que les notables locaux prônent la reprise des pourparlers avec la FRPI. La région du Sud Irumu est en proie aux exactions des miliciens de FRPI depuis le dernier trimestre 2016 ; les civils continuent à payer un lourd tribut dans ce contexte d'insécurité. Ils sont victimes des violations des droits humains de la part des belligérants. L'instabilité dans le Sud Irumu, vieille de plus d'une décennie, impacte négativement la résilience communautaire et retarde le passage de l'humanitaire au développement. Un mouvement de retour timide a été signalé depuis juillet 2017 dans plusieurs localités du sud Irumu, mais le paquet d'assistance pour accompagner ce retour n'est pas encore prévu.

Mahagi en Ituri), depuis le 24 octobre 2017 se disputant l'exploitation agricole des collines Kaka et Guda. A la suite de ce différend, on signale la mort de quatre personnes ; six autres sont blessées, plus de 240 cases incendiées et détruites et plus d'une dizaine de champs dévastés. Selon le Suivi de Protection, plus de 1 200 personnes, appartenant aux deux communautés, sont en déplacement par crainte des représailles. Alors qu'en mai dernier, des mesures avaient été prises par la Chefferie délimitant les espaces à exploiter pour chaque partie. Les tensions communautaires deviennent de plus en plus récurrentes, entraînant des incidents de protection dans certaines localités du Territoire de Mahagi. Plus des 150 cases ont été incendiées dans ce territoire en septembre dernier suite à un conflit communautaire opposant les deux communautés susmentionnées. Ce qui recommande une implication active des autorités étatiques pour la résolution pacifique des conflits et la lutte contre la culture de la justice populaire.

Par ailleurs, un conflit foncier oppose les habitants de localités de Jupajalafuru et de Jupagiju (environ 45 km au sud-ouest de

Dans la Province de la Tshopo, les populations de Basaula, Babomongo et Babungambeï regagnent, depuis le 6 novembre, leurs milieux d'origine à la faveur de la reconquête de ces trois villages par les FARDC. Alors que trois autres villages (Balobe, Angamapasa et Mangobo) restent toujours vidés de leurs habitants. Des affrontements entre les militaires et les miliciens Mayi-Mayi du « général Luc », survenus le 28 octobre à Loya (environ 260 km à l'est de Kisangani), avaient contraint plus de 5 000 personnes au déplacement en brousse. Pour rappel, des combats, signalés dans cette région en juin 2016 entre différentes milices dont celles de Luc et deux autres venues des territoires de Walikale et Masisi, avaient contraint au déplacement quelque 28 000 personnes de plus d'une dizaine de villages du groupement de Loya (Tshopo) et du Territoire de Walikalé (Nord-Kivu) sur l'axe Balobe – Opienge et Bafwabalinga dans la Province de la Tshopo. Alors que les humanitaires exécutaient encore des projets en faveur de ces premiers déplacés, Balobe est à nouveau en proie à l'insécurité.

Dans la Province du Bas-Uélé, le contexte récurrent de l'insécurité en République Centrafricaine affecte aussi la région de Bondo. Les incursions de présumés miliciens centrafricains rapportées en octobre dans cinq villages

congolais pourraient menacer la protection des communautés hôtes et des réfugiés centrafricains. De plus, il faut craindre que des tensions inter communautaires ne puissent naître du fait de ces incursions.

La guerre civile au Sud-Soudan continue à provoquer des déplacements vers la RDC. En octobre, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) ont biométriquement enregistré près de 1 600 réfugiés dans les sites de Biringi (Ituri) et Meri (Haut-Uélé). Ce chiffre représente une nouvelle augmentation par rapport au mois de septembre (1 074). Au 31 octobre 2017, le total de réfugiés sud-soudanais enregistrés dans les provinces du Haut-Uélé et d'Ituri est de 87 019 dont 64% sont des enfants de moins de 18 ans.

Besoins et Réponses humanitaires



PEAR+ améliore l'accès à l'eau potable. Crédit : UNICEF

Multisectoriel

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé, le 31 octobre dernier à Bunia, le projet PEAR Plus (Participatory and Empowering community based Approaches for Resilience). Financée à hauteur de 2,9 millions de dollars par le gouvernement suédois, cette assistance cible environ 215 000 bénéficiaires (enfants, femmes, ménages et communautés les plus vulnérables). Ce programme couvre les secteurs de la santé, l'éducation, l'eau et assainissement et la protection dans les zones de santé de Komanda et Nyakunde dans la Province d'Ituri et Rwanguba dans le Nord-Kivu. Cette assistance mettra en place des stratégies, telles que la prévention des maladies en certifiant des villages assainis ; les appuis en intrants pour lutter contre la malnutrition, le VIH/SIDA et d'autres pathologies. PEAR Plus mettra également l'accent sur le

renforcement du système de protection de l'enfant avec l'appui des institutions étatiques. Ce programme d'une durée de 15 mois vise à accroître la résilience des communautés dans des milieux post-conflit ; un consortium de quatre ONG (Réseau Haki na Amani, AVSI, TEARFUND et ADRA) se chargera de l'exécution de ce projet.

Le HCR a appuyé la construction et l'équipement de deux nouveaux postes de santé à Meri et Biringi en appui aux infrastructures sanitaires locales. Les réfugiés y reçoivent des soins médicaux gratuits et ont l'accès aux médicaments essentiels, y compris des antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA. Cependant, d'énormes besoins restent à couvrir dans le domaine de la santé. Les zones de santé dans lesquelles les sites de réfugiés sont situés manquent de compétences globales en matière de VIH/SIDA, notamment le dépistage et la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant. Le HCR continue à plaider auprès des autorités et d'autres organisations en faveur de l'élargissement des services liés au VIH/SIDA. Par ailleurs, la Zone de santé d'Aba dont dépend le site de Meri était dépourvue de banque de sang malgré les besoins en transfusion sanguine. Le HCR a fourni, à cet effet, à l'hôpital général de référence un réfrigérateur solaire, avec l'équipement technique nécessaire pour le faire fonctionner. Malheureusement, cette banque, désormais fonctionnelle, manque de sang. Une campagne de don du sang à grande échelle planifiée dans la zone de santé, ne s'est pas concrétisée par manque de fonds et du soutien des organisations de santé.

Santé

La Zone de santé de Tchomia en Ituri a enregistré 130 cas de choléra dont cinq décès depuis le 6 octobre. Les zones de santé de Gety et d'Angumu ont également rapporté huit cas dont quatre décès à Gety et un à Angumu. Cependant, la Zone de santé de Tchomia est confrontée au manque d'intrants (chlore) et d'outils pour assurer la sensibilisation communautaire.

Chiffres clés

369 356

personnes déplacées internes enregistrées dans le Haut-Uélé, en Ituri et dans la Tshopo au 30 septembre 2017.

67 000

personnes retournées dans leurs milieux d'origine entre avril 2016 et septembre 2017.

87 019

réfugiés sud-soudanais enregistrés dans le Haut-Uélé et en Ituri au 30 octobre 2017.

48 203

réfugiés centrafricains enregistrés dans le Bas-Uélé au 31 août 2017.

113 728

personnes sur 5 226 511 sont en phase 4 d'urgence dans le Territoire d'Irumu, selon le 15^{ème} cycle de l'IPC de juin à décembre 2017.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Idrissa Salam Conteh, Chef de Sous-bureau, OCHA Ituri, Haut et Bas-Uélé & Tshopo, conteh11@un.org, tél. +243 81 988 9177

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, tél. +243 81 706 1213

Serge le Grand Mabaluka, Reporting Assistant, OCHA Bunia, mabaluka@un.org, tél. +243 81 706 1310, +243 99 884 5572

Pour plus d'informations, consultez : Humanitarianresponse.info/RDC; www.reliefweb.int; www.unocha.org